

Questions orales

Chaque comité a travaillé indépendamment des autres et a fait rapport de ses constatations à un comité d'évaluation des propositions. La firme Price Waterhouse a surveillé l'ensemble du processus, et un vérificateur du secteur privé a examiné tout le dossier. Près de 80 personnes ont participé à l'évaluation; les deux tiers sont des cadres supérieurs de la fonction publique et les autres viennent du secteur privé.

M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest): Monsieur le Président, je le signale à nos auditeurs, le communiqué du ministre dit:

L'évaluation a été faite par le secteur privé, par des autorités en matière technique et dans les domaines des finances et des affaires.

Quelles sont ces autorités? Je continue:

Les méthodes et critères d'évaluation ont été vérifiés par un expert indépendant.

De qui s'agit-il? Si on fait bien attention, on note des signes d'élection dans l'air.

Même si le ministre n'est pas disposé à laisser les faits parler d'eux-mêmes, avouera-t-il que ce marché de 750 millions de dollars est conçu comme un programme de création d'emplois, comme il le dit, ou bien est-ce un effort de dernière heure pour récompenser les partisans du premier ministre et du Parti conservateur du Canada?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je suis franchement étonné d'entendre le député parler ainsi de Don Matthews, qui est le beau-père de l'ancien premier ministre libéral, David Peterson.

* * *

M. SALMAN RUSHDIE

M. Svend J. Robinson (Burnaby-Kingsway): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Aujourd'hui, l'auteur britannique Salman Rushdie, à Ottawa en compagnie de représentants du PEN-Club, a demandé au Canada et aux autres pays de mettre fin à leur silence sur le terrorisme du gouvernement iranien et a exhorté le Canada à demander la levée de la *fatwa* sur sa vie. Salman Rushdie a également demandé à rencontrer le premier ministre du Canada.

Pourquoi le premier ministre n'accepte-t-il pas de rencontrer Salman Rushdie, comme le premier ministre de l'Ontario l'a fait hier soir, dans un acte de solidarité et d'appui envers cet écrivain courageux, et de défendre le principe fondamental de la liberté d'expression pour tous

les auteurs? Pourquoi le premier ministre refuse-t-il de rencontrer Salman Rushdie?

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, on a déjà fait des demandes de renseignement préliminaires à propos de diverses visites, mais il est important de faire remarquer deux choses à ce sujet.

Tout d'abord, j'ai moi-même accueilli Salman Rushdie au Canada. Il a déclaré ce matin que très peu de ministres des Affaires extérieures dans le monde ont accepté de le rencontrer. Il m'en a également remercié, ainsi que le premier ministre et le gouvernement.

M. McLean: Et le comité.

Mme McDougall: Et le comité également. Il est regrettable de présenter la question de cette façon, étant donné notre bonne volonté et la cordialité avec laquelle nous avons réagi à sa situation dès le début, en 1989.

Nous allons continuer à dénoncer publiquement les violations des droits de la personne en Iran et à souligner l'importance de Salman Rushdie dont la cause est le symbole de la liberté d'expression dans le monde. Nous allons défendre sa cause dans toutes les assemblées où nous nous trouverons, comme nous l'avons fait jusqu'à maintenant.

M. Svend J. Robinson (Burnaby-Kingsway): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Les Canadiens se demandent pourquoi un premier ministre qui a le temps de rencontrer le chef Buthelezi n'a pas le temps d'accorder une entrevue à Rigoberta Menchu ou à Salman Rushdie. C'est une bonne question.

Ma question supplémentaire s'adresse à la secrétaire d'État aux Affaires extérieures. La secrétaire d'État a fait savoir que le Canada dira ce qu'il pense chaque fois qu'il en aura l'occasion.

• (1440)

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-elle nous expliquer pourquoi, quand elle en a eu l'occasion la semaine dernière aux Nations Unies, la représentante permanente du Canada, Louise Fréchette, n'a pas profité du discours qu'elle faisait sur les droits de l'homme en Iran pour dire un mot à propos de la levée de la *fatwa* prononcée contre Salman Rushdie?

Pourquoi le gouvernement continue-t-il à proposer une ouverture de crédit de 1 milliard de dollars à l'Iran, à un gouvernement terroriste qui permet qu'une *fatwa* soit prononcée contre un auteur britannique? Pourquoi le gouvernement ne rompt-il pas le silence aux Nations Unies et ne suspend-il pas cette ouverture de crédit?